



Les Abymes, le 10 DEC. 2015

Le secrétaire général

N° 2015- 1227

à

Dossier suivi par : Martine AZARES
T 05 90 21 27 11
Mél. : mazaress@ggm.ccomptes.fr.

Monsieur Edouard DELTA
Maire d'Anse-Bertrand
Hôtel de Ville
97121 ANSE-BERTRAND

Réf. : avis n° 2015-0185 séance du 26 novembre 2015

Objet : notification d'avis

P.J. : 1

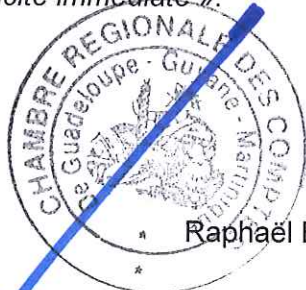
Lettre recommandée avec accusé de réception

J'ai l'honneur de vous transmettre, ci-joint, pour attribution, une ampliation de l'avis n° 2015-0185 rendu le 26 novembre 2015 par la chambre régionale des comptes de la Guadeloupe, concernant le budget primitif 2015 de la commune de d'Anse-Bertrand.

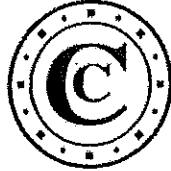
Je vous rappelle que l'assemblée délibérante de l'organisme doit être informée des dispositions du présent avis dès sa plus proche réunion, conformément à l'article L. 1612-19 du code général des collectivités territoriales.

Vous voudrez bien faire connaître à la chambre, dès que possible, la date de cette communication.

Par ailleurs, je vous informe que le présent avis sera publié ce jour sur le site internet de la chambre régionale des comptes, conformément au deuxième alinéa de l'article L. 1612-19 du code des juridictions financières précité, ajouté par la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, art. 107, II, 2° : « *Sans attendre la réunion de l'assemblée délibérante, les avis formulés par la chambre régionale des comptes et les arrêtés pris par le représentant de l'Etat en application des articles L. 1612-2, L. 1612-5, L. 1612-12 et L. 1612-14 font l'objet d'une publicité immédiate.* ».



Raphaël BOYER



COMMUNE D'ANSE-BERTRAND
BUDGET PRIMITIF DE 2015
(population : 5 131 habitants)
Article L. 1612-5 du code général
des collectivités territoriales

Deuxième avis

AVIS N°2015-0185
SAISINE N°15-069-971 – L. 1612-14-1
SEANCE DU 26 NOVEMBRE 2015

ENVOYE A FIN
DE NOTIFICATION
LE 10 DEC 2015

LA CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES DE LA GUADELOUPE

- VU** le code général des collectivités territoriales ;
 - VU** le code des juridictions financières ;
 - VU**, enregistrée le 5 août 2015 au greffe de la chambre régionale des comptes, la lettre par laquelle le préfet de la Guadeloupe a saisi la chambre régionale des comptes de la Guadeloupe du compte administratif de la commune d'Anse-Bertrand ; ensemble les pièces à l'appui ;
 - VU** l'avis n°2015-0121 rendu par la chambre le 24 septembre 2015 sur le compte administratif de 2014 qui établit le plan de redressement à échéance du 31 décembre 2018 ;
 - VU** le premier avis n° 2015-0122 rendu par la chambre le 24 septembre 2015 sur le budget primitif de 2015 de la commune d'Anse-Bertrand ;
 - VU** la délibération du conseil municipal du 3 novembre 2015, prenant acte de l'avis de la chambre régionale des comptes et votant des propositions nouvelles sur le budget primitif de la commune d'Anse-Bertrand ;
 - VU** l'ensemble des pièces du dossier ;
- Après avoir entendu M. ABOU, premier conseiller, en son rapport ;

EMET L'AVIS SUIVANT,

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L. 1612-5 du code général des collectivités territoriales « *lorsque le budget d'une collectivité territoriale n'est pas voté en équilibre réel, la chambre régionale des comptes, saisie par le représentant de l'Etat [...], le constate et propose à la collectivité territoriale, dans un délai de trente jours à compter de la saisine, les mesures nécessaires au rétablissement de l'équilibre budgétaire et demande à l'organe délibérant une nouvelle délibération. La nouvelle délibération, rectifiant le budget initial, doit intervenir dans un délai d'un mois à partir de la communication des propositions de la chambre régionale des comptes. Si l'organe délibérant ne s'est pas prononcé dans le délai prescrit, ou si la délibération prise ne comporte pas de mesures de redressement jugées suffisantes par la chambre régionale des comptes, qui se prononce sur ce point dans un délai de quinze jours à partir de la transmission de la nouvelle délibération, le budget est réglé et rendu exécutoire par le représentant de l'Etat dans le département* » ;

CONSIDERANT que les termes de l'équilibre réel sont définis par l'article L. 1612-4 du code général des collectivités territoriales qui disposent : « *le budget de la collectivité est en équilibre réel lorsque la section de fonctionnement et la section d'investissement sont respectivement votées en équilibre, les recettes et les dépenses ayant été évaluées de façon sincère, et lorsque le prélèvement sur les recettes de fonctionnement au profit de la section d'investissement, ajouté aux recettes propres de cette section à l'exclusion du produit des emprunts et éventuellement aux dotations aux comptes d'amortissements et de provisions, fournit des ressources suffisantes pour couvrir le remboursement des annuités d'emprunts à échoir au cours de l'exercice* » ;

CONSIDERANT que le budget primitif de 2015 transmis au représentant de l'Etat le 22 juillet 2015 présentait un déficit de - 6 322 377,11 € ;

1. Sur le budget rectifié par la chambre

CONSIDERANT que la chambre, dans son premier avis, a rectifié le montant des restes à réaliser en recettes d'investissement et certaines prévisions de recettes et de dépenses du budget principal votées, de la façon suivante :

- pour la section de fonctionnement, diminution des dépenses de 237 125,00 € et augmentation des recettes de 899 925,00 € ;
- pour la section d'investissement, diminution des dépenses de 1 676 322,00 € afin que cette section soit en équilibre.

Tableau 1 : Balance générale du budget principal de 2015 (en euros)

| | Budget voté | Corrections CRC | Mesures de redressement CRC | Budget rectifié |
|-------------------------------------|-------------------|-----------------|-----------------------------|-------------------|
| Section de fonctionnement | | | | |
| Dépenses | 11 974 892 | -237 125 | | 11 737 767 |
| Recettes | 7 328 837 | | 899 925 | 8 228 762 |
| Résultat | -4 646 055 | | | -3 509 005 |
| Section d'investissement | | | | |
| Dépenses | 6 498 772 | | -1 676 322 | 4 822 450 |
| Recettes | 4 822 450 | | | 4 822 450 |
| Résultat | -1 676 322 | | | 0 |
| Résultat global prévisionnel | -6 322 377 | 237 125 | 2 576 247 | -3 509 005 |

Source : chambre régionale des comptes

2. Sur les mesures adoptées par le conseil municipal

CONSIDERANT que, par sa délibération du 3 novembre 2015, le conseil municipal a modifié le budget initial de la commune comme suit :

Tableau 2 : Balance générale du budget de 2015 adopté par le conseil municipal, le 3 novembre 2015 (en euros)

| | |
|-------------------------------------|-------------------|
| Section de fonctionnement | |
| Dépenses | 11 919 674 |
| Recettes | 8 014 483 |
| Résultat | -3 905 191 |
| Section d'investissement | |
| Dépenses | 4 487 941 |
| Recettes | 5 044 388 |
| Résultat | 556 447 |
| Résultat global prévisionnel | -3 348 744 |

Source : délibération du conseil municipal

Sur la section de fonctionnement

En dépenses

CONSIDERANT que, dans ses avis n°2015.0099 et n° 2015.0100, les autres charges de gestion courante (compte 65) ont été établies par la chambre à 1 487 643 €, par reprise des montants arrêtés pour les subventions à la caisse des écoles (1 193 111 €) et au centre communal d'action sociale (154 094 €) ; que la nouvelle proposition de la commune sur l'ensemble du chapitre 65 s'établit à 1 669 550 €, montant supérieur à ce qu'a proposé la chambre dans son premier avis, sans fournir aucune explication sur les nouvelles dépenses inscrites ;

CONSIDERANT que le conseil municipal supprime une dépense de 242 846 € à la suite de sa demande auprès de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre (CANGT) de la suspension du versement de cette somme au titre de l'allocation compensatrice, sans qu'elle fournisse aucun argument pouvant justifier cette demande ni de réponse de la CANGT ;

En recettes

CONSIDERANT que le conseil municipal propose de lisser sur six ans l'augmentation des impôts locaux que la chambre a proposé de mettre en œuvre dès 2015, à raison de 899 925 € par an sur quatre ans ; que l'augmentation prévue par le conseil municipal ne serait plus que de 601 765 €, soit une réduction de 298 160 € par rapport à la proposition de la chambre ; qu'en outre, la commune envisage de réduire encore cette hausse d'impôt de 357 104 € dès qu'elle obtiendra une réponse favorable de la CANGT à sa demande de suspension de versement de l'allocation compensatrice ;

Sur la section d'investissement

En dépenses

CONSIDERANT que, le 3 novembre 2015, le conseil municipal a diminué de 2 010 831 € les dépenses d'investissement, allant ainsi au-delà de l'avis de la chambre qui suggérerait de les réduire de 1 676 322 €, soit le niveau des recettes prévues ; que ces diminutions proposées ne sont pas détaillées et sont réparties sur des chapitres non dotés dans le budget initialement voté ; que les diminutions proposées aboutissent à l'inscription de montants négatifs et, en outre, ne sont pas motivées ;

En recettes

CONSIDERANT que la commune prend acte de la diminution des subventions qui devaient lui être accordées, à hauteur de 52 710 € ; que, par ailleurs, elle inscrit une nouvelle recette de cession de 274 648 € ; que ces modifications ne sont assorties d'aucune justification ;

3. Sur la conformité des modifications votées par le conseil municipal avec le premier avis de la chambre

CONSIDERANT que le budget ainsi rectifié par le conseil municipal, le 3 novembre 2015, a été adopté avec un déséquilibre de - 3 348 744 €, inférieur de 160 261 € à celui préconisé par la chambre qui avait fixé le déficit à 3 509 005 € ;

CONSIDERANT, toutefois, que les mesures envisagées ne sont pas assorties des justifications qui permettraient de les prendre en compte ; que, par ailleurs, elles conduiraient au report, une nouvelle fois, du retour à l'équilibre à un horizon indéfini ; qu'ainsi, la commune ne démontre pas sa volonté d'améliorer ses finances et de revenir à l'équilibre budgétaire prévu par la loi et qui est une condition d'une véritable autonomie de gestion ;

CONSIDERANT qu'il résulte de ce qui précède que le compte 65 doit être contenu à 1 487 643,00 €, comme précédemment demandé par la chambre ; que le chapitre 73 « Impôts et taxes » doit être augmenté de 899 925 € dès 2015, pour parvenir à un retour à l'équilibre budgétaire au 31 décembre 2018 ;

CONSIDERANT qu'en section d'investissement, il convient de s'en tenir au premier avis de la chambre ;

CONSIDERANT qu'à la suite de ces rectifications, le déséquilibre du budget principal de la commune est ramené de - 6 322 377 € à - 3 509 005 €, comme suit :

Tableau 3 : Balance générale du budget principal 2015 (en euros)

| | Budget voté | Budget rectifié CRC 1 ^{er} avis | Budget révisé conseil municipal | Proposition de règlement CRC |
|-------------------------------------|-------------------|--|---------------------------------|------------------------------|
| Section de fonctionnement | | | | |
| Dépenses | 11 974 892 | 11 737 767 | 11 919 674 | 11 737 767 |
| Recettes | 7 328 837 | 8 228 762 | 8 014 483 | 8 228 762 |
| Résultat | -4 646 055 | -3 509 005 | -3 905 191 | -3 509 005 |
| Section d'investissement | | | | |
| Dépenses | 6 498 772 | 4 822 450 | 4 487 941 | 4 822 450 |
| Recettes | 4 822 450 | 4 822 450 | 5 044 388 | 4 822 450 |
| Résultat | -1 676 322 | 0 | 556 447 | 0 |
| Résultat global prévisionnel | -6 322 377 | -3 509 005 | -3 348 744 | -3 509 005 |

Source : chambre régionale des comptes

PAR CES MOTIFS,

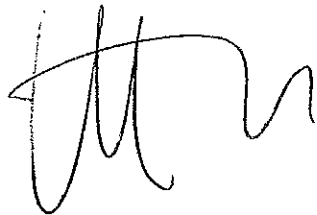
- 1) **CONSTATE** que le budget primitif de la commune d'Anse-Bertrand n'a pas été voté en équilibre réel au sens des articles L. 1612-4 et L. 1612-5 du code général des collectivités territoriales et que le conseil municipal d'Anse-Bertrand n'a pas pris les mesures suffisantes pour réduire le déséquilibre de son budget primitif de 2015 dans le sens des propositions formulées par la chambre dans son premier avis du 24 septembre 2015 ;
- 2) **DECLARE** qu'il y a lieu de poursuivre la procédure engagée à la suite de la saisine du préfet de la Guadeloupe au titre de l'article L. 1612-5 du code général des collectivités territoriales ;
- 3) **PROPOSE** au préfet de la Guadeloupe de régler et de rendre exécutoire le budget primitif de 2015 de la commune d'Anse-Bertrand avec un déséquilibre prévisionnel de - 3 509 005 €, conformément au tableau joint en annexe au présent avis ;
- 4) **RAPPELLE** qu'en application de l'article L. 1612-19 du code général des collectivités territoriales, « les assemblées délibérantes sont tenues informées dès leur plus proche réunion des avis formulés par la chambre régionale des comptes et des arrêtés pris par le représentant de l'Etat » ;
- 5) **DEMANDE** en conséquence, à la collectivité de faire connaître à la chambre la date de cette réunion et de l'accomplissement de cette obligation.

Délibéré par la chambre régionale des comptes de la Guadeloupe, en sa séance du 26 novembre 2015.

Présents :

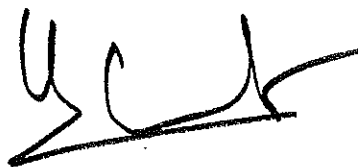
- M. COLCOMBET, président de la chambre, président de séance,
- Mme MOUYSSET, présidente de section,
- Mme DELATTRE et M PLANTARD, premiers conseillers,
- M. ABOU, premier conseiller, rapporteur.

Le premier conseiller,
rapporteur



Alexandre ABOU

Le président de la chambre,
président de séance



Yves COLCOMBET

BUDGET PRIMITIF 2015 DE LA COMMUNE D'ANSE-BERTRAND

Avis n°2015-0185. Saisine n° 15-069-971- L.1612-14-1

| SECTION DE FONCTIONNEMENT- VUE D'ENSEMBLE | | | | | | | |
|---|---|-------------|---------------------------------|---------------------|----------------------------|------------------------------------|--------------------------------------|
| Dépenses de fonctionnement | | budget voté | rectification (CRC 1er avis) | propositi. 1er avis | modification de la commune | nouvelle proposition de la commune | propositions de règlement par la CRC |
| 002 | Résultat reporté | 3 747 082 | | 3 747 082 | | 3 747 082 | 3 747 082 |
| 011 | Charges à carac.général | 1 136 397 | | 1 136 397 | | 1 136 397 | 1 136 397 |
| 012 | Charges de personnel | 4 453 156 | | 4 453 156 | | 4 453 156 | 4 453 156 |
| 014 | Atténuation de produits | 242 846 | | 242 846 | | 242 846 | 242 846 |
| 65 | Autres charges gest. cour. | 1 724 768 | -237 125 | 1 487 643 | -55 218 | 1 669 550 | 1 487 643 |
| 66 | Charges financières | 47 389 | | 47 389 | | 47 389 | 47 389 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 188 403 | | 188 403 | | 188 403 | 188 403 |
| 68 | Dotat. Amortis. et provi. | 434 851 | | 434 851 | | 434 851 | 434 851 |
| 042 | opérations d'ordre de transferts entre sections | | | | | | |
| Total | | 11 974 892 | -237 125 | 11 737 767 | -55 218 | 11 919 674 | 11 737 767 |
| Recettes de fonctionnement | | budget voté | rectification (CRC 1er avis) | propositi. 1er avis | modification de la commune | nouvelle proposition de la commune | propositions de règlement par la CRC |
| 70 | Produits gestion courante | 69 800 | | 69 800 | 1 700 | 71 500 | 69 800 |
| 72 | travaux en régie | 35 000 | | 35 000 | | 35 000 | 35 000 |
| 73 | Impôts et taxes | 5 021 820 | 899 925 | 5 921 745 | 601 765 | 5 623 585 | 5 921 745 |
| 74 | Dotations, subv, particip. | 1 421 845 | | 1 421 845 | 81 098 | 1 502 943 | 1 421 845 |
| 75 | Autres produits gest. cour. | 80 000 | | 80 000 | | 80 000 | 80 000 |
| 76 | produits financiers | 87 | | 87 | | 87 | 87 |
| 77 | Produits exceptionnels | 700 285 | | 700 285 | 1 083 | 701 368 | 700 285 |
| 042 | op ordre transferts entre sections | | | 0 | | | |
| Total | | 7 328 837 | 899 925 | 8 228 762 | 685 646 | 8 014 483 | 8 228 762 |

| SECTION D'INVESTISSEMENT - VUE D'ENSEMBLE | | | | | | | |
|---|--|-------------|---------------------------------|---------------------|----------------------------|------------------------------------|--------------------------------------|
| Dépenses d'investissement | | budget voté | rectification (1er avis CRC) | propositi. 1er avis | modification de la commune | nouvelle proposition de la commune | propositions de règlement par la CRC |
| 001 | Déficit d'investis. reporté | | | 0 | | | 0 |
| 13 | subventions d'investissement | 52 069 | | 52 069 | | 52 069 | 52 069 |
| 16 | Rembour. d'emprunts | 186 772 | | 186 772 | | 186 772 | 186 772 |
| 18 | opérations d'équipement | 6 173 985 | -1 676 322 | 4 497 663 | | 6 173 985 | 4 497 663 |
| 20 | immobilisations incorporelles | 27 000 | | 27 000 | -70 062 | -43 062 | 27 000 |
| 21 | Immobilisation corporelles | 30 946 | | 30 946 | -35 000 | -4 054 | 30 946 |
| 23 | Immobilisation en cours | 28 000 | | 28 000 | -1 905 769 | -1 877 769 | 28 000 |
| 40 | op ordre transferts entre sections | | | 0 | | | 0 |
| Total | | 6 498 772 | -1 676 322 | 4 822 450 | -2 010 831 | 4 487 941 | 4 822 450 |
| Recettes d'investissement | | budget voté | rectification (1er avis CRC) | propositi. 1er avis | modification de la commune | nouvelle proposition de la commune | propositions de règlement par la CRC |
| 001 | Excédent reporté | 1 453 107 | | 1 453 107 | | 1 453 107 | 1 453 107 |
| 10 | Dotations et réserves | 114 939 | | 114 939 | | 114 939 | 114 939 |
| 1 068 | Excédent de foncion. capitalisé | | | 0 | | | 0 |
| 13 | Subventions participations | 2 614 306 | | 2 614 306 | -52 710 | 2 561 596 | 2 614 306 |
| 16 | emprunts et dettes assimilées (hors 165) | 304 898 | | 304 898 | | 304 898 | 304 898 |
| 20 | immobilisations incorporelles | 23 344 | | 23 344 | | 23 344 | 23 344 |
| 28 | amortissements des immobilisations | 311 856 | | 311 856 | | 311 856 | 311 856 |
| 024 | cession d'immobilisation | | | | 274 648 | 274 648 | |
| 040 | op ordre transferts entre sections | | | | | | |
| Total | | 4 822 450 | 0 | 4 822 450 | 221 938 | 5 044 388 | 4 822 450 |

| BALANCE GENERALE DU BUDGET | | | | | | | |
|------------------------------|--|-------------|---------------------------------|---------------------|----------------------------|------------------------------------|--------------------------------------|
| Section de fonctionnement | | budget voté | rectification (1er avis CRC) | propositi. 1er avis | modification de la commune | nouvelle proposition de la commune | propositions de règlement par la CRC |
| Dépenses | | 11 974 892 | -237 125 | 11 737 767 | -55 218 | 11 919 674 | 11 737 767 |
| Recettes | | 7 328 837 | 899 925 | 8 228 762 | 685 646 | 8 014 483 | 8 228 762 |
| Résultat | | -4 646 055 | 1 137 050 | -3 509 005 | 630 428 | -3 905 191 | -3 509 005 |
| Section d'investissement | | budget voté | rectification (1er avis CRC) | propositi. 1er avis | modification de la commune | nouvelle proposition de la commune | propositions de règlement par la CRC |
| Dépenses | | 6 498 772 | -1 676 322 | 4 822 450 | -2 010 831 | 4 487 941 | 4 822 450 |
| Recettes | | 4 822 450 | 0 | 4 822 450 | 221 938 | 5 044 388 | 4 822 450 |
| Résultat | | -1 676 322 | 1 676 322 | 0 | -1 788 893 | 556 447 | 0 |
| Résultat global prévisionnel | | -6 322 377 | 2 813 372 | -3 509 005 | -1 158 465 | -3 348 744 | -3 509 005 |